



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

Maison de Santé Protestante de Bordeaux – Bagatelle Fondation reconnue d'utilité publique

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Maison de Santé Protestante de Bordeaux – Bagatelle
Fondation reconnue d'utilité publique
201 rue Robespierre - 33401 TALENCE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

Maison de Santé Protestante de Bordeaux – Bagatelle Fondation reconnue d'utilité publique

201 rue Robespierre - 33401 TALENCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au Conseil d'administration de la Maison de Santé Protestante de Bordeaux - Bagatelle Fondation reconnue d'utilité publique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Maison de Santé Protestante de Bordeaux - Bagatelle Fondation reconnue d'utilité publique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation reconnue d'utilité publique à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note "6. Continuité d'exploitation" fait état des incertitudes pesant sur la continuité de l'exploitation.

Nous avons été conduits à analyser les dispositions envisagées à cet égard.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Fondation, nous avons examiné la situation de votre Fondation au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation, et avons apprécié l'information donnée en annexe à ce titre.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de la Fondation relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation reconnue d'utilité publique à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation reconnue d'utilité publique ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation reconnue d'utilité publique.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation reconnue d'utilité publique à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 20 juin 2024

KPMG SA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Lesage', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Alexandra LESAGE

Associée

1. Bilan consolidé

Présenté en euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 2022 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov	Net		
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	18 936	11 840	7 096	8 989	-1 894
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	3 055 971	2 569 137	486 834	440 589	46 244
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en-cours	28 566		28 566	118 120	-89 554
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains	1 392 659		1 392 659	1 392 659	
Constructions	87 556 372	52 596 411	34 959 960	35 657 173	-697 213
Installations techniques, matériels et outillages industriels	16 862 000	13 265 803	3 596 197	2 844 337	751 860
Autres immobilisations corporelles	5 820 721	4 162 399	1 658 321	1 256 094	402 228
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations corporelles en-cours	37 864 331		37 864 331	21 326 565	16 537 766
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées	35 951		35 951	33 207	2 744
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	1 560 950		1 560 950	1 819 125	-258 175
TOTAL (I)	154 196 455	72 605 591	81 590 864	64 896 858	16 694 006
Comptes de liaisons					
TOTAL (II)					
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements	2 834 755	20 000	2 814 755	2 284 986	529 769
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés, créances					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés	24 977 388	1 931 279	23 046 109	21 543 730	1 502 379
Autres créances	10 642 061		10 642 061	8 634 605	2 007 455
interets courus à recevoir	40 258		40 258	51 079	-10 822
VMP et disponibilités					
Valeurs mobilières de placement	68 572		68 572	15 000 000	-14 931 428
Instruments de trésorerie (actif)					
Disponibilités	15 303 504		15 303 504	8 651 976	6 651 528
Charges constatées d'avance					
Charges constatées d'avance	230 559		230 559	194 053	36 506
TOTAL (III)	54 097 097	1 951 279	52 145 818	56 360 430	-4 214 613
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Prime de remboursement des emprunts (V)					
Ecart de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	208 293 552	74 556 870	133 736 681	121 257 288	12 479 393

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 2022 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise	6 818 457	6 818 457	0
Fonds propres statutaires sans droit de reprise	0	0	0
Fonds propres complémentaires sans droit de reprise	6 818 457	6 818 457	0
			0
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0
Fonds propres statutaires avec droit de reprise	0	0	0
Fonds propres complémentaires avec droit de reprise	0	0	0
			0
Ecart de réévaluation	737 175	737 175	0
Réserves	12 759 856	12 500 505	259 351
<i>dont Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>2 159 632</i>	<i>1 900 281</i>	<i>259 351</i>
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0	0
Réserves pour projet de l'entité	12 759 856	12 500 505	259 351
Report à nouveau	11 858 978	10 938 580	920 398
<i>dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>665 692</i>	<i>441 481</i>	<i>224 210</i>
Excédent (+) ou Déficit (-) de l'exercice	-4 093 722	1 179 749	-5 273 471
<i>dont Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>772 086</i>	<i>423 165</i>	<i>348 922</i>
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	28 080 744	32 174 466	-4 093 722
Subvention d'investissement	24 530 947	8 509 417	16 021 530
Provisions réglementées	4 727 338	6 138 487	-1 411 148
TOTAL (I)	57 339 030	46 822 370	10 516 660
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0
Fonds dédiés	2 106 029	1 807 431	298 597
TOTAL (II)	2 106 029	1 807 431	298 597
Comptes de liaisons	0	0	0
TOTAL (III)	0	0	0
PROVISIONS			
Provisions pour risques et charges	3 429 340	3 723 417	-294 077
TOTAL (IV)	3 429 340	3 723 417	-294 077
DETTES			
Emprunts et dettes assimilées	34 539 460	37 726 093	-3 186 633
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	13 241 090	9 155 471	4 085 618
Dettes fiscales et sociales	14 389 462	16 515 095	-2 125 633
Instruments de trésorerie (passif)	0	0	0
Autres dettes	6 868 330	4 399 570	2 468 760
Produits constatés d'avance	1 823 941	1 107 841	716 100
TOTAL (V)	70 862 283	68 904 070	1 958 213
Ecart de conversion passif (VI)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)	133 736 681	121 257 288	12 479 393
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
- acceptés par les organes statutairement compétents			
- autorisés par l'organisme de tutelle			
dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

2. Compte de résultat consolidé

Présenté en euros

COMPTE DE RESULTAT	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 2022 (12 mois)	Variation	%
Cotisations	42 841	40 337	2 504	6%
Ventes de biens et services	4 805 366	4 182 877	622 488	15%
Ventes de biens	0	0	0	0%
dont ventes de dons en nature	0	0	0	0%
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales	0	0	0	0%
Ventes de prestations de services	4 805 366	4 182 877	622 488	15%
dont parrainages	0	0	0	0%
dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales	4 647	4 647	0	0%
Produits de tiers financeurs	152 308 130	145 403 666	6 904 463	5%
Concours publics et subventions d'exploitation	152 250 670	145 350 234	6 900 436	5%
Dotations et produits de tarification	141 639 460	137 654 654	3 984 806	3%
dont dotations et produits de tarification relatifs aux activités sociales et médico-sociales	7 139 552	6 790 336	349 216	5%
Subventions d'exploitation	10 611 210	7 695 580	2 915 630	38%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0	0	0%
Ressources liées à la générosité du public	57 460	53 432	4 028	8%
Dons manuels	57 460	53 432	4 028	8%
Mécénats	0	0	0	0%
Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0%
Contributions financières	0	0	0	0%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 204 509	481 022	723 487	150%
Utilisation des fonds dédiés	525 634	538 711	-13 077	-2%
Autres produits	11 106 132	9 615 700	1 490 432	15%
Total des produits d'exploitation	169 992 611	160 262 313	9 730 297	6%
Achats de marchandises	22 223 969	20 726 635	1 497 334	7%
Variation de stocks marchandises	-529 769	-144 810	-384 959	-266%
Autres achats et charges externes	33 094 603	26 220 677	6 873 926	26%
Aides financières	0	0	0	0%
Impôts, taxes et versements assimilés	7 972 249	7 093 345	878 903	12%
Salaires et traitements	69 641 116	63 840 718	5 800 399	9%
Charges sociales	27 742 016	26 667 736	1 074 280	4%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 799 409	3 573 953	225 456	6%
Dotations aux provisions	863 466	1 329 916	-466 450	-35%
Reports en fonds dédiés	824 232	595 556	228 675	38%
Autres charges	8 857 204	9 053 836	-196 632	-2%
Total des charges d'exploitation	174 488 494	158 957 562	15 530 933	10%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-4 495 883	1 304 752	-5 800 635	-445%
Produits financiers de participations	0	0	0	0%
Produits des autres valeurs mobilières	0	0	0	0%
Autres intérêts et produits assimilés	226 020	64 872	161 148	248%
Reprises financières sur provisions, dépréciations et transferts de charge	0	0	0	0%
Différences positives de change	0	0	0	0%
Produits nets de cessions valeurs mobilières de placement	0	0	0	0%
Total des produits financiers	226 020	64 872	161 148	248%
Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0	0	0%
Intérêts et charges assimilées	1 069 896	788 447	281 448	36%
Différence négative de change	0	0	0	0%
Charges nettes sur cession valeurs mobilières de placement	0	0	0	0%
Total des charges financières	1 069 896	788 447	281 448	36%
RESULTAT FINANCIER	-843 876	-723 575	-120 300	-17%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-5 339 759	581 177	-5 920 935	-1019%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	211 805	504 485	-292 680	-58%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	256 454	221 150	35 304	16%
Reprises exceptionnelles sur provisions, dépréciations et transferts de charge	1 411 148	820 932	590 216	72%
Total des produits exceptionnels	1 879 407	1 546 566	332 841	22%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	621 915	418 478	203 437	49%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	11 455	59 230	-47 774	-81%
Dotations exceptionnelles aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	470 286	-470 286	-100%
Total des charges exceptionnelles	633 370	947 994	-314 624	-33%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 246 037	598 573	647 464	108%
Participation des salariés	0	0	0	0%
Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0%
Total des produits	172 098 038	161 873 752	10 224 286	6%
Total des charges	176 191 760	160 694 003	15 497 757	10%
EXCEDENT OU DEFICIT	-4 093 722	1 179 749	-5 273 471	-447%
dont EXCEDENT OU DEFICIT relatif aux activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	772 086	423 165	348 922	82%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	0	0	0	0%
Prestations en nature	4 104	4 842	-739	-15%
Bénévolat	89 487	84 283	5 204	6%
Total des produits	93 591	89 125	4 466	5%
Secours en nature	4 104	4 842	-739	-15%
Mise à disposition gratuite de biens	0	0	0	0%
Prestations en nature	0	0	0	0%
Personnel bénévole	89 487	84 283	5 204	6%
Total des charges	93 591	89 125	4 466	5%

Renseignements d'ordre général

3. Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 133 736 681 €.

Le résultat net comptable est un déficit de 4 093 722 €.

Objet social de la Fondation

L'article 1^{er} des statuts de la Fondation mentionne que « La Fondation dite « MAISON DE SANTE PROTESTANTE DE BORDEAUX BAGATELLE », fondée en 1863, reconnue d'utilité publique en 1867, a pour but d'assurer des soins aux personnes hospitalisées ou non, sans distinction de race, de religion, d'opinion, de mettre en place des activités sociales, de former du personnel qualifié et de répondre de manière générale aux besoins sanitaires et sociaux ».

Nature et périmètre des activités réalisées et moyens mis en œuvre

Les comptes annuels de la Fondation Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle (MSPB) intègrent les opérations financières réalisées par les établissements suivants :

- ✓ Pôle ESPIC :
 - Hôpital Bagatelle
 - Hôpital à domicile
 - Soins de Suite et de Réadaptation L'Ajoncière
- ✓ Pôle Action Sociale et Formation :
 - Institut de Formation Nightingale Bagatelle
 - EHPAD Anna Hamilton et Hébergement temporaire « Le Relais »
 - Crèche
 - Centre socio culturel
 - Centre de santé
 - Service de Soins à domicile (SSIAD ESPARD SPASAD EMND)
 - Equipes de Soutien aux Aidants à Domicile (ESAD et ESAD Sud)
 - Equipe Urgences Nuit (EUN)
 - Plateforme des métiers de l'autonomie (BAAM)
- ✓ Autres activités
 - MSPB Services
 - Autres activités de la Fondation

Moyens mis en œuvre

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

			2023	ETP 2023	Activité 2023
F10	HOPITAL	Produits Charges Résultat	118 257 365 124 204 554 -5 947 189	999	28 761 séjours MCO décomposés de la façon suivante : - 13 238 séjours de patients pris en charge en hospitalisation complète - 15 523 séjours de patients pris en charge en ambulatoire Taux de chirurgie ambulatoire de 54 % 2068 accouchements 160 788 consultations externes
F30	HAD	Produits Charges Résultat	25 187 594 24 109 037 1 078 557	148	190 patients/jours
F20	AJONCIERE	Produits Charges Résultat	4 773 545 4 548 148 225 397	44	362 séjours
Total Pôle ESPIC			Produits Charges Résultat	148 218 503 152 861 738 -4 643 235	1 190
F60	IFNB (Institut de Formation Nightingale Bagatelle)	Produits Charges Résultat	4 171 767 3 810 472 361 295	33	546 étudiants accueillis dont : - IFSI : 279 étudiants - IFAS 153 étudiants - IFSI Bergerac : 114 étudiants + étudiants de la Formation Continue
F40	EHPAD Hamilton	Produits Charges Résultat	3 390 290 3 296 442 93 848	41	62 places dont 2 temporaire avec taux d'occupation : 98.5%
F45- R100	Le Relais	Produits Charges Résultat	783 092 777 728 5 364	12	15 usagers / jour en accueil temporaire pour personnes âgées dépendantes
F50 - S000 - S001 - S100 - S101	SSIAD ESPARD SPASAD EMND	Produits Charges Résultat	3 410 518 2 705 064 705 454	39	80 patients / jour en moyenne au SSIAD
F50 - S120	EUN (Equipe d'Urgence de Nuit)	Produits Charges Résultat	439 633 472 212 -32 580	6	661 signalements - 534 évaluations - - 355 Prises en charge
F50 - S130 - S131	ESAD (Equipe de Soutien aux Aidants à Domicile)	Produits Charges Résultat	252 659 252 659 0	5	250 personnes par an avec en moyenne 6 mois d'accompagnement
F50 - S140	Aide Aux Aidants Salariés	Produits Charges Résultat	13 816 13 816 0	0	
F51 - P100	Plateforme des Métiers de l'Autonomie (BAAM)	Produits Charges Résultat	493 365 493 365 0	4	152 personnes accompagnées par la plateforme 86 actions de "promotion des métiers" auprès de 794 participants 49 actions de "Sensibilisation des conseillers emploi/insertion" réalisées auprès de 76 participants 11 événements d'accompagnement des professionnels auprès de 43 acteurs du secteur
F71 - C100	Centre socioculturel	Produits Charges Résultat	393 142 444 802 -51 659	6	352 adhérents sept 2023
F72 - C200	Crèche	Produits Charges Résultat	917 149 917 271 -122	17	44 berceaux, 70 931 heures de prise en charge d'enfants
F73 - C300	Centre de Santé	Produits Charges Résultat	1 095 207 1 117 936 -22 729	12	117 192 consultations dont 253 téléconsultations
Total Pôle AS&F			Produits Charges Résultat	15 360 639 14 301 768 1 058 872	175
F80	MSPB Services	Produits Charges Résultat	1 075 325 1 575 047 -499 723	14	
F90	Autres activités	Produits Charges Résultat	7 443 571 7 453 206 -9 636	99	
Total Autres activiés			Produits Charges Résultat	8 518 895 9 028 254 -509 359	112
Total FONDATION			Produits Charges Résultat	172 098 038 176 191 760 -4 093 722	1 477

4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels 2023 ont été établis et présentés conformément :

- ✓ Au règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 relatif au plan comptable général.
- ✓ Au règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018, en remplacement du règlement 99.01 du CRC, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- ✓ Au règlement ANC 2019-04 du 08 novembre 2019, en remplacement de l'avis 2007-05 du 4 mai 2007 du Conseil national de la Comptabilité, relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- ✓ Aux dispositions spécifiques applicables de l'arrêté du 15 décembre 2021 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

La dernière liste du plan comptable des établissements et services sociaux et médico sociaux a été fixée par l'arrêté du 14 décembre 2022.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Méthodes comptables :

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par la Fondation, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciel et progiciel	Linéaire	3 ans
Constructions gros œuvre	Linéaire	De 40 ans à 50 ans
Agencements constructions	Linéaire	De 15 ans à 20 ans
Agencements divers	Linéaire	15 ans
Matériel médical	Linéaire	5 ans
Matériel hôtelier	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée pour 100% de la valeur des stocks sans mouvement au cours de l'exercice.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5. Evènements et faits significatifs

- En 2023, la Sécurisation Modulée à l'Activité (SMA) remplace la Garantie de financement (GF) : il s'agit toujours, par ce modèle de financement, de protéger les établissements qui n'ont pas retrouvé leur niveau d'activité historique en leur assurant une dotation fixe.

Mais le mécanisme de garantie a été réduit, pour les hospitalisations, à 70% de dotation fixe, 30% de recettes redevenant variable et lié à l'activité. De plus, la sécurisation est supprimée pour l'activité externe.

La Sécurisation Modulée à l'Activité a permis d'assurer un niveau de recettes de janvier à décembre 2023, de 77 973 K€ pour le MCO quand la valorisation de l'activité s'élevait à 73 236 K€ et de 18 729 K€ pour l'HAD pour une valorisation de l'activité de 18 653 K€

- Sur l'exercice 2023 s'est poursuivi le projet BAHIA.

Le Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) BAHIA a supporté les activités suivantes sur le site de Robert Picqué :

- Les services de médecine d'aval des urgences MAU1 et MAU2,
- L'Unité de Soins Palliatifs,

- Un service d'Hospitalisation Complète en Chirurgie,
- Une unité de chirurgie ambulatoire,
- Les consultations d'orthopédie, pneumologie et cardiologie
- 4 blocs opératoires,
- Une stérilisation,
- Le service d'urgences : premier exercice de reprise en année pleine de la gestion de ce service, en avance de phase par rapport à un maintien prévu jusqu'à la livraison de Bahia2

Courant 2023, une réorganisation capacitaire a été définie qui a abouti :

- En juillet, au transfert de la pneumologie (16 lits) , et du plateau technique d'explorations fonctionnelles de cardiologie et pneumologie et des consultations associées à ces spécialités sur le site de Talence
- En septembre, au travers de l'Unité de Soins Palliatifs (12 lits) sur le site de Robert Piqué
- La réorganisation sur Bagatelle a permis de regrouper les services sur le bâtiment hébergement :
 - o Au 2° étage, gériatrie et pôle vasculaire
 - o Au 3° étage : chirurgie ambulatoire et Hopital médico-chirurgical de semaine permettant de fermer ce plateau le week-end
 - o Au 4° étage, rapprochement pneumologie- gastro-entérologie et chirurgie conventionnelle

Par ailleurs, l'année 2023 a été l'occasion de poursuivre les projets du GCS :

- Les travaux Bahia 2 , débutés avec des travaux de terrassement mi-2022 se sont poursuivis en 2023 et le chantier respecte le planning prévisionnel d'une livraison du nouveau bâtiment en juillet 2025.
- Les études liées à la restructuration du plateau technique ont été lancées avec un planning prévisionnel de travaux qui s'étalera jusqu'au début 2026, permettant après les opérations tiroirs de déménagement, une livraison mi-2026.
- La convergence des systèmes d'information directement prise en charge par le GCS BAHIA s'est poursuivie : les travaux préalables au déploiement de la solution Hôpital Manager de SOFTWAY MEDICAL sur le périmètre GAM, PMSI, DPI, BLOC, Anesthésie, Urgences et les travaux préalables au déploiement du nouveau SIH (définition de la structure à intégrer, des parcours patient, désignation de référents métiers chargés des tests des paramétrages, des tests de fonctionnement, définition de la politique de formation, etc...) entrepris en 2022, devaient permettre la bascule vers HM en octobre 2023. Celle-ci a été reportée et est effective depuis février 2024, le logiciel n'étant toutefois utilisé que par la MSPB.

Concernant le plan de financement et l'avancement des travaux du projet immobilier BAHIA, les points marquants sont les suivants :

- Pas de mobilisation de nouvelles tranches des emprunts conclus précédemment, reports négociés avec les banques de la durée de la phase de mobilisation des emprunts conclus
- L'attention de l'ARS au projet BAHIA a permis d'acter un financement SEGUR supplémentaire de 5 M€, passant de 15 M€ en 2022 à 20 M€ en 2023. Celui-ci se compose :
 - o SEGUR Investissement structurant de 15M€ dont 3M€ de FIR et 12M€ en application de l'article 50 (dont 8M€ sur 2023, le solde de 4M€ sera versé en 2024).
 - o -Crédit FIR au regard de l'augmentation du coût du projet de 5M€

- Il reste un déséquilibre du plan de financement de l'opération 12.5 M€ pour lequel un nouvel accompagnement est sollicité
- Au 31/12/2023, décaissements réalisés par la MSPB à hauteur de 41.402 M€ au titre des travaux BAHIA 2, avec 13.038 M€ € HT travaux sur 2023 (15.67 M€ TDC)

➤ Les comptes 2023 du GCS Bahia ont été clôturés et certifiés avec réserves

➤ Les autres faits marquants de l'exercice 2023 sont les suivants :

- **Crèche** : Effectifs et qualités réglementaires atteint
- Augmentation de la capacité d'accueil des enfants **au Centre social** en accompagnement scolaire
- Maintien l'offre de soins au **Centre de santé, cible budget moins déficitaire**
- **Réorganisation du ssiad / spasad** pour redonner de l'attractivité et redévelopper l'activité
- Développement **de l'activité de l'Equipe Urgence Nuit (Eun)**, poursuite des activités de **l'esad** avec de nouvelles subventions.
- Maintien des activités de lien social au sein **de l'Ehpad**
- Poursuite du développement des actions attractivités des métiers **de la BAAM** (200 employeurs partenaires, 100 événements territoriaux, 1000 contacts cibles, 140 personnes accompagnées, 70 prêtes à l'emploi, 35% de taux de transformation positif vers le secteur, axe insertion développé)
- Réflexion sur le détachement de la **Formation continue** en entité autonome. Création d'une asso Bagatelle formation transferts des salariés
- Evolution du Chiffre d'Affaires de la **formation continue**, réorganisation de l'équipe, mise en place de parcours innovants
- Inscription de l'**IFNB** dans la charte Erasmus +
- Poursuite des travaux de rénovation **sur l'IFNB** : changements fenêtres, toiture, ascenseur, électricité...renforcement de l'isolation du bâtiment dans un contexte de gestion des coûts et écologique

- Différentes mesures de revalorisation des salaires :

- Effet année pleine de la revalorisation du Point FEHAP de 3% au 1^{er} juillet /2022
- Augmentation du SMIC
- Revalorisation des éléments variables (doublement de la prime de Dimanche au-delà du 5^e dimanche par trimestre, paiement en heures supplémentaires des jours supplémentaires de travail)
- Mise en place de la prime Grand âge avec effet rétroactif au 1^{er} juin 2021
- Poursuite de la mesure de reprise d'ancienneté à 100% pour les métiers en tension
- Revalorisation du point FEHAP de +1.3% pour le Personnel médical au titre des mesures Guérini à compter du 1^{er} juillet 2023

✓ Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice 2023 est de 1 246 K€ et il intègre notamment les éléments suivants :

- Produits exceptionnels : 1 879 K€ :
 - 225 K€ de quote-part de subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice ;
 - 31 K€ de produits de cession d'éléments d'actif
 - 1 411 K€ de reprise de provisions
 - 212 K€ d'autres produits exceptionnels
- Charges exceptionnelles : 633 K€ :
 - 11 K€ de sorties d'actifs
 - 622 K€ d'autres charges exceptionnelles.

6. Continuité d'exploitation

1. Principaux faits ou situation à l'origine de l'incertitude significative relative à la continuité d'exploitation

La Maison de Santé Protestante de Bordeaux – Bagatelle était engagée depuis 2016 dans un partenariat avec l'hôpital d'Instruction des Armées (HIA) Robert Picqué.

L'un des axes forts de ce partenariat consistait dans la construction (qui sera achevée mi-2025) d'un nouvel hôpital, financé entièrement par la Maison de Santé Protestante de Bordeaux – Bagatelle mais pour lequel l'HIA Robert Picqué devait apporter, en contrepartie de l'occupation d'une partie des locaux, une contribution annuelle, composante essentielle du financement du projet immobilier.

Le Service de Santé des Armées a annoncé en février 2024 sa volonté de réorientation du partenariat, conséquence de l'évolution géostratégique des engagements des armées et de la nouvelle approche du SSA dans la prise en charge des blessés. Selon la Feuille de route 2024-2030, le SSA se recentre prioritairement sur les besoins des armées et la prise en charge des blessés, y compris lors d'un afflux massif. Dans ce contexte, l'hôpital Robert Piqué devient un hôpital spécialisé des armées : la mise en place d'un parcours de santé coordonné et prise en charge des militaires blessés (physiques et psychiques) entraîne des besoins de prise en charge des militaires plus importants auxquels les locaux prévus sur Bahia2 ne permettent plus de répondre et qui nécessitent la construction de nouvelles capacités d'hospitalisation.

L'équilibre financier du projet Bahia se retrouve dès lors compromis, la MSPB restant seule à supporter des coûts immobiliers qui, de plus, ont augmenté en raison des retards sur le chantier liés à plusieurs facteurs (Covid, recours contre le permis de construire, aux effets de la guerre en Ukraine sur le coût de la construction).

De plus, depuis septembre 2022, la MSPB porte l'activité des urgences, transférée par l'HIA Robert Piqué en avance de phase : or cette activité est largement déficitaire même si l'ARS a accompagné l'établissement en 2023 à hauteur de 2.6 M€, et se rajoute aux surcoûts liés au bi-site qui expliquent le déficit de l'hôpital.

Enfin, le passage, en 2024 à un pourcentage de 30% de sécurisation modulée à l'activité (70% à l'activité contre 50% en 2023), le maintien du coût des énergies à un niveau élevé et les difficultés de recrutement de personnel, communes à tous les établissements de santé mais accentuées par les incertitudes sur le maintien des personnels en

mise à disposition par l'HIA et obligeant à des recours importants à l'intérim accentuent l'incertitude sur l'exercice 2024.

2. Description des plans d'action engagés postérieurement à la clôture par la gouvernance pour y faire face

Dès l'annonce de ce désengagement, la MSPB a sollicité les autorités de tutelle afin que le préjudice lié à ce désengagement puisse être entièrement compensé.

Sous l'égide du Préfet, des réunions de travail, sur les ressources humaines et sur les moyens financiers, ont eu lieu pour tirer, de manière concomitante, les conséquences juridiques et financières du désengagement du SSA du partenariat actuel au 1er janvier 2025 afin de maintenir l'offre de santé sur le territoire et de définir de nouvelles modalités de partenariat jusqu'en 2027.

Lors de ces réunions, la MSPB a fait part de son besoin de financement

- à hauteur 12.5 M€ pour boucler le financement du projet Bahia2 et des travaux qui en découlent (équipement biomédical et hôtelier, pharmacie sur Delépine, système d'information, rénovation du secteur d'hospitalisation)
- à hauteur de 20 M€ en crédits d'aides à la contractualisation pour la période de fin du bi-site et les premières années dans Bahia2 (5 M€ annuels de 2024 à 2027)
- à hauteur de 434 K€ en 2024 pour cause de recrutement anticipé de biologistes et techniciens de laboratoire du fait de l'arrêt du laboratoire de l'HIA début 2025 (fin de l'accréditation Cofrac en octobre 2024).

Les prévisions de décaissement pour payer les travaux de construction de Bahia2 montrent que si les emprunts précédemment conclus permettront le paiement des travaux en 2024, Cependant, des recettes d'activité en deçà des prévisions budgétaires 2024 pourraient compromettre ces paiements.

Dans l'attente de décisions sur ce sujet, l'établissement a engagé des mesures de maîtrise de ses dépenses au travers notamment de l'adaptation des capacités offertes à l'activité (fermetures de lits), en vue de limiter ses dépenses de personnel et contenir le recours à l'intérim, et des actions de performance sur le bloc opératoire visant à améliorer l'accès aux plages opératoires.

3. En conséquence, et à défaut d'accords suffisants sur les points ci-dessus, la MSPB pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité.

Renseignements concernant l'actif du bilan

7. Immobilisations

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS
Art. 841-1 ANC 2015-06

I. Cadre général

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B	C	D = A+B-C
RUBRIQUES	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	18 936			18 936
Concessions, brevets, droits similaires	2 719 237	336 734		3 055 971
Immobilisations incorporelles en-cours	118 120	53 646,00	143 200	28 566,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 392 659			1 392 659
Constructions	86 159 961	1 396 411		87 556 372
Installations techniques, matériels et outillages	15 286 696	1 575 304		16 862 000
Autres immobilisations corporelles	5 030 291	801 886	11 455	5 820 721
Immobilisations en-cours	21 326 565	16 752 520	214 754	37 864 331
Immobilisations financières				
Participations	33 207	5 244	2 500	35 951
Autres immobilisations financières	1 819 125	500	258 675	1 560 950
TOTAL	133 904 796	20 922 244	630 584	154 196 455

II. Aménagements du cadre général

1 - Développement de la colonne B

(augmentations)

	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Concessions, brevets, droits similaires			336 734		
Immobilisations incorporelles en-cours			53 646		
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions			1 396 411		
Installations techniques, matériels et outillages			1 575 304		
Autres immobilisations corporelles			801 886		
Immobilisations en-cours			16 752 520		
Immobilisations financières					
Participations			5 244		
Autres immobilisations financières			500		
TOTAL	0	0	20 922 244	0	0

2 - Développement de la colonne C

(diminutions)

	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service / Transfert en charges
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Immobilisations incorporelles en-cours	143 200				
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériels et outillages					
Autres immobilisations corporelles			11 455		
Immobilisations en-cours	214 754				
Immobilisations financières					
Participations					2 500
Autres immobilisations financières					258 675
TOTAL	357 954	0	11 455	0	261 175

8. Amortissements

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Art. 841-2 ANC 2015-06

I. Cadre général

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B	C	D = A+B-C
RUBRIQUES	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	9 947	1 894		11 840
Concessions, brevets, droits similaires	2 278 648	290 489		2 569 137
Immobilisations corporelles				
Constructions	50 502 788	2 093 624		52 596 411
Installations techniques, matériels et outillages	12 442 359	823 444		13 265 803
Autres immobilisations corporelles	3 774 197	388 203		4 162 399
TOTAL	69 007 938	3 597 654	0	72 605 591

II. Aménagements du cadre général

1 - Développement de la colonne B

(augmentations)

	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement		1 894		
Concessions, brevets, droits similaires		290 489		
Immobilisations corporelles				
Constructions		2 093 624		
Installations techniques, matériels et outillages		823 444		
Autres immobilisations corporelles		388 203		
TOTAL	0	3 597 654	0	0

2 - Développement de la colonne C

(diminutions)

	Ventilation des diminutions		
	Elements transférés à l'actif circulant	Elements cédés	Elements mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Concessions, brevets, droits similaires			
Immobilisations corporelles			
Constructions			
Installations techniques, matériels et outillages			
Autres immobilisations corporelles			
TOTAL	0	0	0

9. Etat des échéances des créances

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Art. 841-5 ANC 2015-06

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Dépôt et cautionnement	18 798		18 798
Autres *	1 542 152	257 025	1 285 127
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers et comptes rattachés **	24 977 388	24 977 388	
Autres créances	10 642 061	10 642 061	
Charges constatées d'avance	230 559	230 559	
Intérêts courus à recevoir	40 258	40 258	
TOTAL	37 451 216	36 147 291	1 303 925
(1) Prêts accordés en cours d'exercice.....			
Prêts récupérés en cours d'exercice.....			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

* 1 542 152 € de créances ARS au titre de la dotation dédiée au soutien l'investissement et à la transformation du service public hospitalier (art 50 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2023.

** Dont 19 994 757 € de créances CPAM au titre de la valorisation de l'activité, des financements FIR, MIGAC et autres financements relatifs à l'exercice 2023.

10. Produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivant du bilan	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Intérêt courus à recevoir	40 258	51 079
Autres immobilisations financières		
Créances usagers et comptes rattachés	1 214 087	467 581
Autres créances	820 504	2 625 879
TOTAL	2 074 849	3 144 539

11. Charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Charges constatées d'avance	31/12/2023	31/12/2022
Charges d'exploitation	230 559	194 053
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	230 559	194 053

12. Provisions pour dépréciations

TABEAU DES DEPRECIATIONS Art. 841-43 ANC 2015-06

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B	C	D = A+B-C
RUBRIQUES	DEPRECIATIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS : REPRISES DE L'EXERCICE	DEPRECIATIONS A LA FIN DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	20 000			20 000
Créances	1 781 814	149 465		1 931 279
TOTAL	1 801 814	149 465	0	1 951 279

Renseignements concernant le passif du bilan

13. Variation des fonds propres et affectation des résultats

Variation des fonds propres	Ouverture	Affectation de résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	6 818 457				6 818 457
Fonds associatifs avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	737 175				737 175
Réserves	12 500 505		259 351		12 759 856
«dont réserves des activités sociales et médico- sociales sous gestion contrôlée	1 900 281		259 351		2 159 632
Réserves pour projet de l'entité	12 500 505		259 351		12 759 856
Réserves statutaires ou contractuelles	-				-
Report à nouveau	10 938 580	1 179 749		- 259 351	11 858 978
«dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	441 481	224 211			665 692
Excédent ou déficit de l'exercice	1 179 749	- 1 179 749		- 4 093 722	- 4 093 722
«dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)	423 165	- 423 165		772 086	772 086
Situation nette	32 174 466	0	259 351	-4 353 073	28 080 744
Subventions d'investissement	8 509 417		16 246 903	-225 373	24 530 947
Provisions réglementées	6 138 487			-1 411 148	4 727 339
TOTAL Fonds propres	46 822 370	0	16 506 254	-5 989 594	57 339 030

*Subventions d'investissement : dont versement ARS 16 000 000€



14. Détermination du résultat effectif

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat comptable	-4 093 722	1 179 749
Reprises du résultat antérieur (en + ou -) ESMS (EHPAD et SSIAD)	0	76 885
Neutralisation de la variation congés payés ESMS (EHPAD et SSIAD)	110 628	56 862
= Excédent ou déficit effectif global	-3 983 094	1 313 496
Dont résultat effectif sous gestion propre	-4 865 808	756 584
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée (EHPAD et SSIAD)	882 714	556 912

15. Tableau des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	Solde au 01/01/2023	Reports	Utilisation		Transfert	Solde au 31/12/2023	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont sans mouvements au cours des deux derniers exercices
Néant	0					0	0
Contributions financières de renouvellement des immobilisations des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS	0	0	0	0	0	0	0
ARS - CNR 2019 - Prévention	24 445					24 445	24 445
ARS - CNR Projet IDE nuit 2020	36 757					36 757	36 757
ARS CNR 2020 - Plan d'action Domicile SSIAD/SPASAD	19 031		19 031			0	
ARS - CNR 2021 - Prévention	75 655					75 655	75 655
ARS - CNR 2021 - AMI Equipes mobiles QVT	123 072		35 904			87 168	
ARS - CNR 2021 - Expérimentation Régionale : AMI V1 des plateformes territoriales solidaires renfort RH (Chargé de	142 381					142 381	
ARS CNR 2021 - Equipe Maladies Neuro Dégénératives	0					0	
ARS CNR 2022 - Equipe Maladies Neuro Dégénératives	101 327		101 327			0	
ARS 2022- Coordination SPASAD + complément	48 250					48 250	
ARS CNR 2022- Accompagnement à la mise en œuvre de la réforme des services autonomie à domicile	35 000					35 000	
ARS CNR 2022 - Plan d'action Domicile SSIAD/SPASAD	5 163		1 429			3 734	
CG33 - Projet TANDEM Prévention Perte Autonomie 2022	10 078					10 078	
ARS - CNR 2022 - QVT	100 000					100 000	
ARS - CNR 2022 - Formation	14 107					14 107	
ARS - CNR 2023 - QVT		100 000				100 000	
ARS 2023- Coordination SPASAD + complément		68 269				68 269	
ARS CNR 2023- Accompagnement à la mise en œuvre de la réforme des services autonomie à domicile		17 500				17 500	
ARS CNR 2023- Equipe Maladies Neuro Dégénératives		150 000	40 328			109 672	
Autres contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS	735 266	335 769	198 018	0	0	873 016	136 857
Projet SIMPHONIE - ROC amorçage	16 000					16 000	16 000
FIR 2022 : Autres mission 4 (sanitaire) : Soutien renforcé d'actions QVT dans le cadre de la gestion de crise Projet	8 000		8 000			0	
Subvention CARSAT 2022	70 700					70 700	
Plateforme Santé Jeune 2022	25 609					25 609	
DAF MIGAC 2022 (notif 5)	14 467					14 467	
Subvention CARSAT 2020	0					0	
Subvention CARSAT 2021	31 070		4 738			26 332	
ARS : FIR Plateforme girondine des métiers de l'autonomie	28 428		28 428			0	
Conseil Départemental 2021/2022 pour la Plateforme des Métiers de l'Autonomie	28 428		28 428			0	
CNSA 2021 : Convention Plateforme des Métiers de l'Autonomie des Personnes Âgées et Handicapées	835 283		176 019			659 264	
ANCT 2021 - Financement d'un conseiller numérique sur 18 mois	14 182		14 182			0	
Conseil Départemental 2023 Bus itinérant de l'aide		17 395				17 395	
ANCT 2023 - Financement d'un conseiller numérique		20 000	7 331			12 669	
IDE de nuit 2023		251 068				251 068	
Conseil Départemental 2023 pour la Plateforme des Métiers de l'Autonomie		50 000	909			49 091	
ARS : FIR Plateforme girondine des métiers de l'autonomie		150 000	59 582			90 418	
Subventions d'exploitation	1 072 166	488 463	327 616	0	0	1 233 013	16 000
Néant	0					0	0
Contributions financières d'autres organismes	0	0	0	0	0	0	0
Néant	0					0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1 807 431	824 232	525 634	0	0	2 106 029	152 857

16. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements, survenus ou en cours, rendent probables, qui sont nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

TABLEAU DES PROVISIONS
Art. 841-4 ANC 2015-06

I. Cadre général

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B	C	D = A+B-C
RUBRIQUES	PROVISIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS : REPRISES DE L'EXERCICE / TRANSFERTS	PROVISIONS A LA FIN DE L'EXERCICE
Provisions réglementées				
Provisions réglementées	6 138 487		1 411 148	4 727 338
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques et charges	3 723 417	863 466	1 157 543	3 429 340
TOTAL	9 861 904	863 466	2 568 691	8 156 678

II. Aménagements du cadre général

1 - Développement de la colonne B

(augmentations)

	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions réglementées			0
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques et charges	863 466		
TOTAL	863 466	0	0

	Ventilation des reprises		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions réglementées			1 411 148
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques et charges	1 157 543		
TOTAL	1 157 543	0	1 411 148

Provisions réglementées :

Reprise d'une annuité de 820 932€ relative au versement anticipé pour 2023 de l'annuité de financement de l'opération restructuration de l'hôpital d'un montant de 1 641 864€.

Reprise d'une annuité de 380K€ relative au versement d'une aide à l'investissement destinée à couvrir une partie des surcoûts BAHIA

Reprise d'une annuité de 209K€ d'une aide destinée à financer les travaux BAHIA (études préliminaires, business plan et à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre du projet BAHIA)

L'augmentation et la diminution de la provision d'exploitation est basée sur la connaissance que nous avons des affaires en cours, leur avancement et sur les retours que nous avons des avocats en charge de ces affaires.

17. Etat des échéances des dettes

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Art. 841-5 ANC 2015-06

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances	
			de 1 à 5 ans	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
à 2 ans au maximum à l'origine				
à plus de 2 ans à l'origine	34 454 487	2 636 777	10 913 841	20 704 585
Emprunts et dettes financières divers (cautions)	84 973	84 973		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 241 090	13 241 090		
Dettes fiscales et sociales	14 389 462	14 389 462		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes *	6 868 330	6 868 330		
Produits constatés d'avance	1 823 941	1 823 941		
TOTAL	70 862 283	39 044 573	10 913 841	20 704 585
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice.....	17 500 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice.....	2 668 272			

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

* Dont 5 348 278 € de dettes vis-à-vis du GCS BAHIA.

18. Charges à payer

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts et dettes financières divers	199 283	218 210
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 468 210	1 656 433
Dettes fiscales et sociales	12 051 692	9 834 655
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	100 630	43 156
TOTAL	14 819 815	11 752 453

19. Produits constatés d'avances

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation	1 823 941	1 107 841
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	1 823 941	1 107 841

Dont : 904 K€ subvention 2024 pour l'IFNB versé par le Conseil Régional

Renseignements concernant le compte de résultat

20. Ventilation des concours publics et subventions

Les concours publics et subventions (y compris subventions d'investissements) se décomposent de la manière suivante :

Nature du concours ou de la subvention	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics				
Dotations et produits de tarification *	133 811 656	7 655 318		172 486
Subvention d'exploitation	6 297 611	3 668 057	572 455	73 088

* Dont 673K€ facturation Centre de Santé

21. Constitution des produits et charges exceptionnelles

CONSTITUTION DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES

Nature	Montant
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	211 805
Produits de cession d'éléments d'actifs cédés	31 080
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	225 373
Reprises sur provisions (produit exceptionnels)	1 411 148
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 879 407
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	621 915
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	11 455
Dotation aux provisions (charges exceptionnelles)	0
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	633 370

Autres renseignements

22. Information au titre d'un événement post-clôture

Néant

23. Engagements hors bilan

✓ Engagements de retraite hors bilan

La convention collective appliquée est la dernière convention collective FEHAP.
Ils s'élèvent à 7 065 685 € au 31/12/2023.

Les indemnités de départ en retraite ont été évaluées selon les hypothèses suivantes :

- Départ volontaire à 65 ans
- Indemnités soumises aux charges sociales et fiscales patronales évaluées à 54%
- Engagements calculés selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetés
- Taux d'actualisation retenu à 3.1%
- Taux d'évolution des rémunérations : augmentation de 2% par an.

24. Engagements hors bilan

✓ Engagements - Cautions - Hypothèques données

Engagements - Cautions - Hypothèques données	Montant
Promesse d'hypothèque en garantie d'un emprunt (16524) souscrit auprès du CIC Capital restant dû au 31/12/2023 :	152 500
Promesse d'hypothèque en garantie d'un emprunt (16519) souscrit auprès du CIC Capital restant dû au 31/12/2023 :	0
Promesse d'hypothèque en garantie d'un emprunt (16520) souscrit auprès de la BNP Capital restant dû au 31/12/2023 :	0
Promesse d'hypothèque en garantie d'un emprunt (16534) souscrit auprès de la BFCC Capital restant dû au 31/12/2023 :	349 825
Promesse d'hypothèque en garantie de la caution bancaire du Département de la Gironde pour un emprunt (16415) souscrit auprès de la CDC Capital restant dû au 31/12/2023 :	666 667
Promesse d'hypothèque en garantie de la caution bancaire du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine pour un emprunt (16415) souscrit auprès de la CDC Capital restant dû au 31/12/2023 :	666 667
Promesse d'hypothèque en garantie de la caution bancaire de Bordeaux Métropole pour un emprunt (16415) souscrit auprès de la CDC Capital restant dû au 31/12/2023 :	666 667
Promesse d'hypothèque en garantie de la caution bancaire du Département de la Gironde pour un emprunt (16414) souscrit auprès de la CEAPC Capital restant dû au 31/12/2023 :	1 675 000
Promesse d'hypothèque en garantie de la caution bancaire du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine pour un emprunt (16414) souscrit auprès de la CEAPC Capital restant dû au 31/12/2023 :	1 675 000
Promesse d'hypothèque en garantie de la caution bancaire de Bordeaux Métropole pour un emprunt (16414) souscrit auprès de la CEAPC Capital restant dû au 31/12/2023 :	1 675 000
TOTAL	7 527 325

25. Honoraires des commissaires aux comptes

Au cours de l'exercice 2023, la fondation a comptabilisé les honoraires des commissaires aux comptes en charges de l'exercice à hauteur de 69 300 € TTC au titre de leur mission légale.

26. Effectifs

Effectif (en moyenne sur l'année)	2023	2022	2021
Agents de service et autre personnel logistique	186	193	184
Personnels administratifs (dont secrétaire médical)	244	237	242
Aides-soignants	285	274	267
Autres personnels soignants, sociaux et éducatifs	154	150	151
Cadres infirmiers et cadres de l'enseignement	45	43	39
Resp. infirmiers, formateurs IFSI, intervenants IFSI, préparateurs en pharmacie, manipulateurs radio	75	71	65
Infirmiers	380	378	390
Infirmiers spécialisés	67	62	59
Médecins et pharmaciens*	181	180	173
Sages femmes	55	60	62
Directeurs et directeurs adjoints	14	14	12
	1 686	1 662	1 644

*Seuls les médecins salariés sont inclus dans le décompte

Effectif en Equivalent Temps Plein contrats (en moyenne sur l'année)	2023	2022	2021
Agents de service et autre personnel logistique	157	162	151
Personnels administratifs (dont secrétaire médical)	231	223	230
Aides-soignants	244	239	236
Autres personnels soignants, sociaux et éducatifs	122	121	125
Cadres infirmiers et cadres de l'enseignement	45	42	38
Resp. infirmiers, formateurs IFSI, intervenants IFSI, préparateurs en pharmacie, manipulateurs radio	58	52	49
Infirmiers	343	344	358
Infirmiers spécialisés	63	58	54
Médecins et pharmaciens*	152	142	141
Sages femmes	48	53	54
Directeurs et directeurs adjoints	14	14	13
	1 477	1 450	1 449